



BUDGET RECTIFICATIF DE L'ETAT

Plus de 2700 milliards FCFA adoptés au Parlement

La loi de finances rectificative de l'Etat exercice 2026 a été approuvée par les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat à la somme

de 2778 milliards 016 millions de francs CFA contre 2561 milliards 069 millions de francs CFA du budget initial. Elle présente un excé-

dent budgétaire prévisionnel de 216 milliards 947 millions de francs CFA.

Page 2

ECONOMIE

La Cémac veut réduire les importations



Les officiels à l'ouverture de l'atelier régional/DR

La mise en œuvre de la stratégie régionale de l'import-substitution est au centre des échanges qui ont réuni à Brazzaville les délégués des

administrations fiscales et douanières des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Le but poursuivi est

de réduire les importations communautaires à travers notamment l'industrialisation et l'augmentation de la production locale.

Page 16

CULTURE ET ARTS

Le livre célébré à Pointe-Noire



Les participants au salon

Le Salon international du livre et des arts a été ouvert, le 23 juillet, dans la capitale économique

congolaise. Cette troisième édition, regroupant les amoureux des lettres et des arts, est organi-

sée sur le thème « Littérature et arts : maillons de développement des nations ».

Page 15

CONGO-EGYPTE

Une commission mixte de coopération en vue



L'ambassadrice Imane Yakout et le ministre Fulgence René Adicolle Goum à la réception

La République arabe d'Egypte et la République du Congo tiendront dans les prochains jours leur deuxième session de la réunion de la commission mixte de coopération. L'annonce a été

faite par la représentante diplomatique égyptienne à Brazzaville, Imane Yakout, au cours de la cérémonie relative à la 74^e fête nationale de son pays.

Page 16

Éditorial

21 juillet

Page 2

ÉDITORIAL

21 juillet

À Roquecourbe où il repose pour l'éternité aux côtés des siens, à Brazzaville où se trouvaient ses bureaux et où il résidait à intervalles réguliers, Jean-Paul Pigasse laisse sa famille et ses amis en pleurs.

Tous peuvent cependant se consoler en pensant à son souvenir. Il fut un chef de famille attentionné comme l'ont témoigné ses enfants et ses proches quelques heures avant sa mise en terre. Il fut un ami du Congo et de l'Afrique comme l'a rappelé le ministre Jean-Claude Gakosso sur place au nom du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dont Jean-Paul était un ami. Il fut un professionnel et un encadreur passionné par le métier de journaliste qu'il avait choisi tout-jeune, se souviendront ses collaborateurs aux Dépêches de Brazzaville.

Le 21 juillet, simultanément, deux cérémonies en ont fait qu'une pour lui témoigner l'amour et la reconnaissance que nous lui portons. Tandis que le caveau familial se refermait à Roquecourbe-Minervois, ses collaborateurs levaient la veillée organisée à Brazzaville en sa mémoire depuis le 11 juillet, jour de sa disparition.

Dieu a donné, Dieu a repris.
Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Le budget de l'Etat rectificatif adopté à plus de 2700 milliards FCFA

L'Assemblée nationale et le Sénat ont respectivement adopté, le 23 juillet à Brazzaville, la loi de finances rectificative pour l'année 2026 arrêtée en recettes à la somme de 2 778 milliards 016 millions FCFA et en dépenses à la somme de 2 561 milliards 069 millions FCFA.

Le budget de l'Etat rectifié de l'exercice 2026 dégage, en effet, un excédent budgétaire prévisionnel de 216 milliards 947 millions FCFA. Le déficit de trésorerie estimé à 216 milliards 947 millions FCFA est résorbé par l'excédent budgétaire prévisionnel. L'équilibre global de cette loi de finances sera garanti par le recours aux instruments financiers dont les Bons du Trésor assimilables et les Obligations du Trésor assimilables à hauteur de 1 041 milliards 574 millions FCFA. Demeurant conformes à la politique générale, les objectifs poursuivis s'alignent sur les orientations du cadre budgétaire à moyen terme 2026-2028 et la politique budgétaire définie dans la lettre de cadrage du Premier ministre. Il s'agit, entre autres, de la consolidation des recettes publiques où l'accent sera mis sur l'amélioration de l'efficacité de la collecte, la digitalisation des processus, la réduction des exonérations fiscales et l'optimisation des recettes issues des ressources naturelles (Pétrole, forêt, mines). Il est également visé la rationalisation efficiente des dépenses publiques : le gouvernement prévoit une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement pour dégager l'espace budgétaire nécessaire au financement des secteurs prioritaires tels que les infrastructures, la santé, l'éducation et l'emploi des jeunes. S'agissant de la gestion de la dette publique, le gouvernement s'engage à poursuivre les efforts de réduction du niveau de la dette, à travers l'affectation d'une partie des excédents primaires aux remboursements ainsi que le respect strict du plan d'apurement de la dette intérieure. Il entend aussi renforcer la résilience de l'économie par le développement des secteurs hors pétrole et la reconstitution du fonds de stabilisation à la Banque

des Etats de l'Afrique centrale.

Le niveau d'exécution du budget au 31 mars
Selon les rapports des commissions économie et finances des deux chambres du Parlement, à fin mars 2026, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont réalisées respectivement à 923,3 milliards FCFA et 815,9 milliards FCFA contre 1 209,0 milliards FCFA et 941,6 milliards FCFA l'année dernière à la même période. Ainsi, il se dégage un solde budgétaire excédentaire de 107,3 milliards FCFA contre 267,5 milliards FCFA une année auparavant, à la même période. Le budget général, quant à lui, est exécuté en recettes à 887,9 milliards FCFA et en dépenses à 780,6 milliards FCFA pour des prévisions annuelles de 2 411,0 milliards FCFA et 2 059,0 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 36,8% pour les recettes et 37,9 % pour les dépenses. Les recettes et les dépenses des budgets annexes sont réalisées à 0,1 milliard FCFA pour des prévisions de 8,8 milliards FCFA avec un taux de réalisation de 0,9%. Elles sont en diminution de 1,6 milliard FCFA (-94,1 %) par rapport au niveau atteint à fin juin 2024. « *Les comptes spéciaux du Trésor sont exécutés en recettes et en dépenses à 35,2 milliards FCFA contre 31,2 milliards FCFA l'année passée à la même période* », précisent les rapports. Notons qu'au Sénat, la séance plénière consacrée à l'adoption du budget de l'Etat rectificatif exercice 2026 a été dirigée par son président, Pierre Ngolo, alors qu'à l'Assemblée nationale, elle a été patronnée par le premier vice-président, Léon Alfred Opimbat.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou
Responsable des programmes : Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali. Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgar Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldrón Abira
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC : Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila
Adjoint : Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala
Assistant : Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière : Jessica Iloki
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

**Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com*

DROITS HUMAINS

La Fiacat fait la revue à mi-parcours de ses activités au Congo

En séjour de travail en République du Congo, une délégation de la Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Fiacat), conduite par sa coordonnatrice internationale, Emma Worlop, a échangé le 23 juillet à Brazzaville avec le président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), Casimir Ndomba.

La Fiacat est venue faire la revue à mi-parcours de son projet de lutte contre la détention préventive abusive intitulé « Garantir les libertés fondamentales et la dignité humaine des personnes privées de liberté au Congo ». La troisième phase de ce projet, a déclaré Emma Worlop à la fin des entretiens, touche presque à sa fin et la Fiacat est en train de faire le point des activités menées ainsi que sur celles de la quatrième phase.

Emma Worlop a salué l'adhésion du président de la CNDH à ce projet et à bien d'autres que la Fiacat entend réaliser en République du Congo. Elle a affirmé, par ailleurs, que son organisation est en train de mener un plaidoyer auprès des acteurs concernés par le respect des libertés fondamentales pour qu'ils améliorent les conditions des détenus dans les centres de privation de liberté.

Ainsi, au cours du séjour congolais de la Fiacat, il est prévu une réunion bilan des activités réalisées pendant les deux dernières tranches du projet, a dit Emma Worlop, avant d'émettre le vœu de le voir se pérenniser au Congo.



Le président de la CNDH, Casimir Ndomba, et la coordonnatrice internationale de la Fiacat, Emma Worlop / Adiac

« Dans le cadre du projet précité, notre structure a organisé une formation en vue de renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale et des autorités locales. L'Acat-Congo a eu également à vulgariser, auprès de la population, des garanties judiciaires entourant la détention préventive et la garde à vue. Elle a initié plusieurs missions de terrain au cours desquelles l'Acat-Congo a rencontré les autorités préfectorales pour échanger sur les questions de la torture et de la détention préventive »

De son côté, le président de l'association « Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Congo » (Acat-Congo), Christian Loubassou, qui accompagnait la délégation de la Fiacat, a déclaré: « Dans le cadre du projet précité, notre structure a organisé une formation en vue de renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale et des autorités locales. L'Acat-Congo a eu également à vulgariser, auprès de la population, des garanties judiciaires entourant la détention préventive et la garde à vue. Elle a initié plusieurs missions de terrain au cours desquelles l'Acat-Congo a rencontré les autorités préfectorales pour échanger sur les questions de la torture et de la détention préventive ».

Christian Loubassou a ajouté que son organisation a fait un constat selon lequel dans les structures pénitentiaires congolaises, on y trouve une surpopulation des personnes qui sont en détention préventive. Il est temps, a-t-il insisté, d'interpeller les autorités compétentes.

Roger Ngombé

LE FIN MOT DU JOUR

Tout perdre sauf le foot

Le Mondial 2026 a pris fin, on le sait, sur la victoire méritée de l'Espagne. Deux étoiles à son palmarès, la Roja, a célébré son sacre en toute fierté comme aurait pu le faire l'une ou l'autre des 48 équipes engagées dans cette compétition unique du ballon rond.

Bravo aux nouveaux champions du monde, mais chapeau aux sortants pour ce passage de témoin digne d'éloges. L'Espagne a en effet hérité des mains de l'Argentine le trophée que les coéquipiers de Lionel Messi détenaient depuis la session de 2022 au Qatar.

Pour autant l'actualité du football ne s'est pas arrêtée le 19 juillet. Bien au contraire. Aussitôt les hostilités terminées, les annonces diverses ont pris le relais dans les officines concernées : des têtes sont « tombées », quelques « règlements de compte » pour « mauvais résultats » ont défrayé la chronique suivis de remplacements.

Dans cette ambiance surchargée, les « Bleus » attirent l'attention. Battus 2-0 en demi-finale par les Espagnols, les Français ont aussi perdu 4-6 contre les Anglais lors du match pour la troisième place mais ne s'avouent pas vaincus pour autant.

Le futur du Onze national français se joue désormais autour du départ de Didier Deschamps, sélectionneur sortant et de l'arrivée de son remplaçant Zinedine Zidane. La presse sportive de l'hexagone est focus sur l'entraîneur « chanceux » du Real Madrid il y a quelques années et le présente comme l'homme du moment pour les Bleus. Zizou a des atouts est-il écrit et répété dans les colonnes de nos confrères.

Le peu de place au moindre doute dans cette vision quasi collective entretient une pression que le public sportif et les experts en lecture footballistique sur les plateaux de télévision exercent sur les joueurs, les staffs des clubs et les décideurs les plus en vue.

Pour ce qui est des Bleus, dans quelque temps Zinedine Zidane en prendra les rênes. Il devra s'attendre à ce qu'il lui soit demandé, en cas de problème lié à la performance de ses poulains, de descendre lui-même sur le terrain reprendre son numéro 10. Autant dire que le colossal l'investissement communicationnel qui lui est réservé aujourd'hui par ses administrateurs ne lui servira qu'en cas de bons résultats. À lui de saisir sa chance ; de nos jours, il est admis de tout manquer, presque, sauf le succès au football.

Gankama N'Siah

CLIMAT

Gervais Ludovic Itsoua Madzous soutient sur la mobilisation des financements

Expert congolais en diplomatie climatique, gouvernance environnementale et finance climatique, Gervais Ludovic Itsoua Madzous a soutenu récemment, à Paris, une thèse de doctorat en relations internationales et diplomatie dont le thème a porté sur « La diplomatie environnementale et la mobilisation des financements climatiques dans les pays d'Afrique centrale ».

Gervais Ludovic Itsoua Madzous recommande de renforcer les capacités institutionnelles des États : accréditation, transparence, ingénierie de projets. Il suggère aussi l'évolution vers une diplomatie environnementale proactive, orientée vers l'influence et la construction de coalitions et également, la mise en place d'une stratégie régionale intégrée de mobilisation des financements climatiques.

L'étude inscrit les enjeux contemporains de la gouvernance climatique mondiale et donne une approche globale visant à mobiliser les ressources financières essentielles en matière d'adaptation au changement climatique, de résilience et de transition écologique. Dans sa thèse, Gervais Ludovic Itsoua Madzous a fait également une analyse de la diplomatie environnementale en Afrique centrale et a évalué la contribution de cette diplomatie dans la mobilisation des financements pour le climat.

En effet, il a développé que le financement de la lutte contre le changement climatique est devenu un enjeu stratégique dans les relations internationales. Ainsi, la diplomatie environnementale n'est plus marginale, elle est stratégique.



Actuellement, la position de l'Afrique centrale dans ce paysage en pleine évolution nécessite dès lors une analyse systématique. « Mon objectif était donc d'analyser la diplomatie environne-

mentale en Afrique centrale et d'évaluer sa contribution à la mobilisation des financements pour le climat. Il fallait analyser la relation entre la diplomatie environnementale, la

mobilisation des financements pour le climat dans les pays d'Afrique centrale et, enfin, identifier les pistes stratégiques d'amélioration. Ce n'est pas parce qu'on a la forêt, le deuxième plus gros massif de forêt tropicale du monde, qu'on s'est dit qu'on va avoir de l'argent », a indiqué Gervais Ludovic Itsoua Madzous.

Les atouts écologiques ne suffisent pas à eux seuls pour mobiliser les financements. L'efficacité institutionnelle l'emporte sur la valeur écologique pour les mobiliser. Gervais Ludovic Itsoua Madzous a également relevé que le déficit des financements climatiques en Afrique centrale reste nettement en dessous des autres régions tropicales du monde. Il ne s'explique pas uniquement par la valeur écologique, mais reflète des facteurs diplomatiques et institutionnels. Les institutions sont le moteur de la mobilisation des financements avec six déterminants clés : la capacité d'accréditation, les normes judiciaires, les systèmes de transparence, la capacité de préparation des projets, la crédibilité institutionnelle et la coordination des parties prenantes.

Enfin, au-delà de son apport académique, cette recherche formule

des recommandations concrètes pour les gouvernements, les organisations régionales et les partenaires techniques et financiers. Elle préconise notamment le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration des systèmes de transparence, le développement de projets de qualité, l'accélération des processus d'accréditation et le repositionnement de la diplomatie environnementale au cœur des stratégies de développement.

À l'heure où la communauté internationale s'efforce d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des contributions nationales déterminées, cette recherche apporte une contribution originale aux débats sur la justice climatique, la gouvernance environnementale et l'accès équitable à la finance climat.

Au-delà de la soutenance doctorale, cette étude ambitionne d'alimenter également les politiques publiques, les stratégies des organisations régionales et les réflexions des partenaires internationaux afin que l'Afrique centrale transforme son immense capital naturel en influence diplomatique, en investissements durables et en opportunités de développement.

Fortuné Ibara

THÈSE DE DOCTORAT

Grace Pascale Engobo se penche sur les défis de la résistance antimicrobienne

La Congolaise Grace Pascale Engobo a soutenu, à Shandong University, en Chine, sa thèse de doctorat portant sur la « Diversité de nouveaux plasmides codant la résistance aux métaux lourds et aux antimicrobiens chez des enterobacteriaceae isolées des eaux usées hospitalières ». La cérémonie de remise de diplômes a eu lieu à la fin du mois de juin dernier.

Les travaux de recherche de Grace Pascale Engobo s'inscrivent dans un domaine scientifique de première importance face aux défis mondiaux de la résistance antimicrobienne. À l'issue de sa soutenance, elle a obtenu la mention « Très satisfaisant », accompagnée des félicitations des membres du jury. Une distinction qui récompense la qualité de ses travaux, sa rigueur scientifique et son engagement envers la recherche.

Au-delà de cette réussite académique, ce moment a marqué l'aboutissement de plusieurs années de sacrifices, de persévérance et de foi. Bien plus qu'une docteure, Grace Pascale Engobo devient un symbole d'espoir, d'excellence et de résilience pour toute une génération.

Pour elle, ce doctorat n'est pas une fin en soi. Il représente plutôt le début d'une nouvelle mission. Son ambition est de poursuivre la recherche scientifique, de dé-

velopper des projets internationaux consacrés à la lutte contre la résistance antimicrobienne et de contribuer à des innovations capables d'améliorer durablement la santé publique à l'échelle mondiale. À travers son parcours, cette scientifique congolaise démontre que la passion, le travail et la détermination peuvent transformer un rêve en une contribution concrète au progrès de l'humanité.

Le parcours d'une scientifique

En 2026, son combat est récompensé. Elle obtient son doctorat avec une spécialisation dans la résistance des bactéries aux antibiotiques, un domaine crucial pour la santé publique mondiale face à l'une des plus grandes menaces médicales de notre siècle. « Mon parcours n'a jamais été un long fleuve tranquille. Il est la preuve qu'une femme peut être à la fois mère, scientifique et bâtisseuse de



son destin, sans jamais laisser les épreuves définir ses limites. Que mon histoire inspire la jeunesse congolaise à croire en ses rêves, à transformer les difficultés en opportunités et à ne jamais abandonner. Et que chaque jeune fille congolaise ose désormais se dire « Si elle l'a fait, moi aussi je peux y arriver ». Car le talent n'a ni genre ni frontière, et les plus grandes victoires naissent souvent des plus grands défis », a-t-elle conseillé la jeunesse congolaise.

Ce doctorat, a-t-elle ajouté, est bien plus qu'un diplôme. C'est le symbole de la persévérance, de la discipline, de la foi et de la détermination. C'est un message puissant adressé à toutes les femmes : aucune épreuve n'est plus forte qu'un rêve porté avec courage, parce qu'au bout de chaque nuit se trouve une lumière pour celles et ceux qui refusent d'abandonner.

Bruno Zéphirin Okokana

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'UDSN adopte son budget 2026-2027 à quinze milliards FCFA

Le Pr Théophile Obenga a présidé, le 22 juillet à Kintélé, la banlieue Nord de Brazzaville, le comité de direction de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso (UDSN) qui a approuvé à quinze milliards FCFA le budget de l'année académique 2026-2027.

De douze milliards FCFA pour l'année académique 2025-2026 à quinze milliards pour la prochaine année, soit une augmentation de trois milliards FCFA qui se justifie par l'implantation des cycles de doctorat et de master, l'intensification des activités de recherche ainsi que l'installation de dix laboratoires.

« Nous allons avoir un fonds pour la recherche et l'innovation qui sera alimenté par les apports de différents partenaires et aussi par le budget de l'université, pour qu'il y ait vraiment de la recherche, qu'on ne souffre pas de problèmes de sous-financement. Douze milliards l'an passé, le budget de l'année académique passe cette année-ci à quinze milliards FCFA », a précisé le Pr Ange Antoine Abéna, président de l'UDSN.

La session qui s'est déroulée en présence du directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo, Maixent Raoul Ominga, récemment nommé président du Comité de pilotage du programme stratégique de développement 2026-2031 de l'UDSN, a été aussi l'occasion d'adopter le plan stratégique 2022-2026, les rapports d'activités de l'année dernière, les projets et les activités de 2026-2027 ainsi que le plan stratégique 2027-2031.

« On a approuvé le rapport d'évaluation de notre plan



Des membres du Comité de direction de l'UDSN/Adiac

stratégique 2022-2026 qui mentionne que nous l'avons réalisé à 54 % pour une exécution budgétaire de 17 % seulement, c'est-à-dire qu'on n'a eu que 17 % du budget qui était programmé, mais on a pu réaliser 54 % des activités programmées. Il y a eu aussi une analyse de ce plan qui a permis l'élaboration du nouveau plan stratégique. L'ancien plan stratégique avait six objectifs, cette fois-ci nous en aurons que cinq. L'ancien plan stratégique avait cent vingt-quatre activités, nous n'en aurons qu'une soixantaine cette fois-ci et ceci a permis d'avoir un budget réaliste », a commenté le président de l'UDSN.

Sur proposition du président du Comité de direction, le Pr Théo-

phile Obenga, et du Dr Didier Ngalebaye, enseignant-chercheur de philosophie à la Faculté des lettres, arts et sciences humaines, plusieurs délibérations importantes ont été adoptées, notamment la numérisation des archives de l'UDSN, l'inscription d'un enseignement de logique en master I, la création d'un bulletin d'information à l'université, et la distinction au titre de docteur honoris causa de l'UDSN des quatre chefs d'Etat qui ont été à l'inauguration de cette alma mater.

En réalité, la qualité d'une population est déterminée par le niveau d'éducation, la santé et le développement des compétences. Ainsi, l'investissement dans le capital humain est au cœur des stratégies mises en œuvre par de nombreux pays. C'est ainsi

que le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, a souligné : « Moi, j'avoue qu'en rapport à notre mission sociétale, la Société nationale des pétroles du Congo et les autres partenaires avons l'obligation d'accompagner le gouvernement et l'Université Denis-Sassou-N'Geusso, en mobilisant des fonds car cette institution a des programmes pratiques qui sont liés au programme de promotion du capital humain ».

Outre la création prochaine du bulletin d'information à l'UDSN, dans le cadre des activités de cette institution, le Pr Théophile Obenga a insisté sur la créativité scientifique, la recherche et l'innovation ainsi que sur l'épanouissement de l'intelligence. « Nous sommes à l'université, ce qui

doit toujours prévaloir, que ce soit les sujets, la vie communautaire, la vie culturelle, la vie intellectuelle, l'administration, le travail quotidien, l'enseignement, les étudiants, c'est l'excellence dans la recherche scientifique et dans l'enseignement, et la meilleure qualité dans la recherche et la formation des hommes, des femmes et jeunes qui étudient. L'université est un milieu très exigeant, qui demande beaucoup d'efforts financiers, intellectuels, de travail, d'organisation, de réflexion, des efforts permanents, car il s'agit d'atteindre l'excellence. Aujourd'hui, nous préparons de façon absolument sûre le Congo de demain », a estimé le Pr Théophile Obenga.

Fortuné Ibara

PARTENARIAT AU DÉVELOPPEMENT

Des cadres formés au suivi des financements

Le ministère de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective a organisé, du 8 juin au 24 juillet, à Brazzaville, en partenariat avec le Programme d'accélération de la gouvernance institutionnelle et les réformes (Pagir), un atelier de formation sur le suivi des financements des partenaires au développement.

Regroupant les cadres et agents de la Direction générale du partenariat au développement (Dgpad), l'atelier animé par le consultant en matière d'élaboration des documents stratégiques, des manuels de procédure, de gestion financière et de passation des marchés, Bernard Olloy, visait à améliorer le suivi et la gestion des financements mobilisés auprès des partenaires techniques et financiers (PTF). Les participants ont suivi, en effet, quatre modules, notamment le cycle de gestion des projets financés par les PTF; les outils de planification, de suivi et l'évaluation des projets; les méthodes et les outils; l'élaboration et le suivi de l'exécution des plans de travail et budgets annuels (PTBA) ainsi que les procédures de passation des marchés publics selon les procédés de la Banque mondiale.

Au terme de la formation, les cadres et agents de la Dgpad ont tenu à exprimer leurs sincères remerciements pour l'organisation de cet atelier consacré au suivi

des financements des partenaires du développement. Selon eux, les thèmes abordés au cours de ces quatre semaines de formation ont permis de renforcer leurs connaissances sur les PTF afin de mieux appréhender la planification stratégique et le cadre logique axé sur les résultats, de savoir élaborer un PTBA et de comprendre les procédures de passation des marchés. « Nous saluons l'engagement du consultant. La méthodologie participative adoptée a grandement facilité la compréhension des modules ainsi que la qualité des interventions des apprenants dont le dynamisme a enrichi nos échanges. La richesse des interactions entre le formateur et les participants constitue un acquis majeur que nous nous engageons à valoriser au sein de la Dgpad », ont-ils souligné, formulant le vœu que les acquis de cette formation puissent trouver un écho favorable auprès des décideurs.

Assurant l'animation des sessions

de formation et l'évaluation des acquis, le consultant s'est félicité de la qualité des participants. Selon Bernard Olloy, cette équipe a été l'une des meilleures qu'il a eue à encadrer. « Les participants ont travaillé eux-mêmes. Ils ont résolu des cas pratiques qui, dans la situation normale, étaient difficiles à résoudre. J'ai des cadres du ministère du Plan qui avaient déjà un certain nombre d'expériences, notamment dans le domaine de la passation des marchés qui apportaient un plus aux autres. Au niveau de la Dgpad également, il y a eu des directeurs qui avaient déjà l'expérience avec d'autres projets et qui ont servi un peu de coach pour les autres », s'est-il réjoui pour avoir accompli sa mission.

Remettant des attestations à un échantillon des participants, le Dgpad, Aimé Blaise Nitoumbi, a rappelé que les connaissances acquises constituent désormais un levier essentiel pour améliorer la qualité du suivi des financements



Aimé Blaise Nitoumbi remettant l'attestation à une participante/Adiac

extérieurs, renforcer la transparence dans la gestion des projets et accroître la performance de leur administration au service du développement du pays. C'est ainsi qu'il les a invités à mettre en pratique les compétences acquises afin qu'elles produisent des résultats concrets dans leurs services respectifs. « Cette formation arrive au moment où les ressources extérieures se font rares, les grands donateurs de ce monde ont réduit de manière drastique l'aide au développement... Nous devrions donc nous réorganiser, être plus prompts, mais aussi gérer de manière efficace et efficiente ce qu'on a pu mobiliser

jusque-là », a-t-il rappelé, saluant le coaching du consultant. Selon Aimé Blaise Nitoumbi, la Dgpad qui dispose actuellement d'un effectif de près de 60 agents est une administration sur laquelle le ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective pourrait compter pour être à la hauteur de la mission qui lui a été assignée par le président de la République. Ce qui passera par la synergie entre les anciens et les nouveaux agents. « Notre direction générale devient de plus en plus une administration essentielle pour contribuer au financement du développement », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

CLIMAT ET GESTION DE L'EAU

Le Congo veut mobiliser les ressources extérieures

Face au défi pressant du dérèglement climatique, la République du Congo s'engage dans un virage stratégique majeur pour sécuriser et valoriser ses ressources en eau. Réunis à Brazzaville du 21 au 23 juillet sous l'égide de l'Union africaine et du Global water partnership, plus de trente acteurs clés de la scène nationale, notamment des représentants ministériels, des experts sectoriels, des membres de la société civile, des universitaires et partenaires internationaux ont pu structurer la réponse climatique du pays.

Bien que le Congo subisse de plein fouet l'impact de la variabilité hydrologique, la desserte en eau potable reste un véritable casse-tête puisque le pays se heurte encore trop souvent à la complexité des mécanismes financiers internationaux.

Pour inverser la tendance, le premier volet des travaux s'est concentré sur les exigences opérationnelles du Fonds vert pour le climat (FVC). L'objectif a été de cartographier avec précision les besoins nationaux en matière de préparation, renforcer les capacités institutionnelles et garantir l'alignement stratégique sur les critères environnementaux, sociaux et de genre imposés par le FVC. « Il ne s'agit plus seulement de subir les effets du changement climatique, mais de doter nos institutions des outils nécessaires pour concevoir des dossiers bancables et capter les investissements là où ils se trouvent », a souligné l'un des participants aux ateliers.

Au-delà de la mise à niveau institutionnelle, les journées des



Les participants aux travaux/Adiac

22 et 23 juillet ont jeté les bases concrètes de la stratégie nationale à travers deux leviers opérationnels, notamment le Programme d'investissement dans le secteur de l'eau, et une feuille de route globale visant à identifier, prioriser et planifier les projets d'infrastructure hydraulique

à fort impact pour l'agriculture, l'énergie et la santé.

Répartis en plusieurs groupes de travail, les participants ont abordé la gestion de l'eau sous tous ses angles : gouvernance locale, évaluation des vulnérabilités territoriales, usages productifs et intégration du secteur

privé. L'implication des universités Marien-Ngouabi et Denis-Sassou-N'Guesso ainsi que des organisations de jeunesse témoigne la volonté du gouvernement de bâtir un modèle participatif et durable.

À l'issue des trois jours de concertation intense, la Ré-

publique du Congo est ressortie avec une feuille de route consensuelle et un portefeuille d'actions prêt à alimenter la diplomatie climatique du pays. Une étape décisive vers la transformation résiliente de son secteur de l'eau.

Rude Ngoma

RWANDA

Paul Kagame construit une puissance d'influence en Afrique

Diplomatie agile, armée projetable, intelligence économique et stratégie de réputation : Kigali s'impose comme une puissance d'influence, malgré des ressources limitées.

Comment un État enclavé de 13 millions d'habitants, doté d'un produit intérieur brut de moins de 15 milliards de dollars, est-il parvenu à peser davantage sur les équilibres africains que plusieurs puissances historiques du continent ? Le rapport publié par l'Institut français des relations internationales (Ifri) apporte une réponse éclairante : le Rwanda a substitué à la puissance traditionnelle une stratégie d'influence fondée sur la diplomatie, la sécurité et l'intelligence économique. L'émergence de Kigali intervient alors que plusieurs acteurs majeurs – Afrique du Sud, Nigeria, Égypte ou Algérie – connaissent un relatif repli diplomatique, absorbés par leurs défis internes. Paul Kagame a saisi cette fenêtre

stratégique pour positionner son pays comme un partenaire fiable des grandes puissances et des institutions internationales.

Le premier levier est diplomatique

Sous l'impulsion directe du chef de l'État, le Rwanda a considérablement étendu son réseau d'ambassades, investi les organisations régionales et internationales et placé plusieurs de ses cadres à des postes stratégiques, de la Banque africaine de développement à la Commission économique pour l'Afrique. Cette diplomatie, portée par une élite hautement qualifiée, agit comme un multiplicateur d'influence.

Le deuxième levier est militaire

Les déploiements des forces rwandaises en République centrafricaine et surtout dans la province mozambicaine de Cabo Delgado ont profondément renforcé la crédibilité de Kigali. En sécurisant cette région, les soldats rwandais protègent indirectement des investissements énergétiques de plusieurs dizaines de milliards de dollars engagés par des groupes tels que TotalEnergies, ExxonMobil, ENI ou CNPC. Cette capacité à produire de la sécurité confère au Rwanda une valeur stratégique largement supérieure à son poids économique.

Troisième levier : la diplomatie économique

Grâce au Rwanda Development Board, Kigali a fait

de son attractivité un outil de puissance. Les partenariats conclus avec Arsenal, le Paris Saint-Germain, le Bayern Munich ou encore des franchises américaines participent d'un véritable narratif réputationnel, destiné à promouvoir un Rwanda stable, moderne et ouvert aux investisseurs. Enfin, Kigali pratique un non-alignement pragmatique. Le pays entretient simultanément des relations étroites avec les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, les monarchies du Golfe, l'Inde ou encore le Commonwealth, sans s'enfermer dans une logique de blocs. Cette diversification renforce son autonomie stratégique.

Cette montée en puissance n'est toutefois pas exempte de controverses.

Les accusations récurrentes concernant l'implication du Rwanda dans l'Est de la République démocratique du Congo contrastent avec la modération des pressions internationales. Pour de nombreux partenaires, l'utilité stratégique de Kigali dans les domaines sécuritaire et économique continue de primer. Au-delà du cas rwandais, le rapport de l'Ifri met en lumière une évolution majeure : au XXI^e siècle, l'influence ne repose plus uniquement sur la taille ou les ressources naturelles, mais sur la capacité d'un État à projeter sa stabilité, sa crédibilité et sa vision. Le Rwanda est devenu l'illustration la plus aboutie de cette nouvelle géopolitique de l'influence en Afrique.

Noël Ndong

RDC

Début des premiers essais de vaccin contre la souche Bundibugyo du virus Ebola

Le nombre cumulé de cas confirmés d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) a atteint 2.905, dont 1.269 décès, selon le dernier rapport de situation publié vendredi par le ministère congolais de la Santé.

Le rapport précise que la forte hausse des chiffres cumulés s'explique principalement par l'intégration des bases de données harmonisées des provinces orientales de l'Ituri et du Nord-Kivu dans la base de données nationale, avec la prise en compte de cas qui n'avaient pas encore été intégrés aux statistiques nationales. « Les augmentations importantes observées dans les cumuls résultent principalement de l'intégration des bases provinciales harmonisées et ne reflètent pas uniquement les nouvelles notifications des dernières 24 heures », lit-on.

Au cours des dernières 24 heures, 97 nouveaux cas confirmés et 62 décès ont été enregistrés. Le pays compte désormais 519 guérisons, tandis que 722 patients restent hospitalisés ou placés en isolement. En déplacement jeudi à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo, la Première ministre Judith

Suminwa Tuluka a indiqué que de nombreux patients continuaient d'arriver dans les structures de santé à un stade avancé de la maladie, ce qui complique leur prise en charge.

Elle a annoncé que le gouvernement renforcerait la sensibilisation et la formation des communautés afin d'encourager la détection précoce des cas et une prise en charge plus rapide des personnes suspectées d'être infectées.

Mme Suminwa a également indiqué que le gouvernement avait déjà mobilisé 50 millions de dollars pour la riposte, précisant que les prochaines priorités concerneraient les laboratoires, les équipements médicaux, la surveillance communautaire et la prise en charge



des patients.

Par ailleurs, l'Université d'Oxford a annoncé vendredi qu'un premier volontaire avait reçu une injection du vaccin expérimental contre la souche Bundibugyo du virus Ebola, marquant le lancement du premier essai clinique chez l'homme

consacré à cette souche.

Selon l'université, le vaccin candidat ChAdOx1 BDBV a été développé par l'Oxford Vaccine Group et le Pandemic Sciences Institute. Le Serum Institute of India a déjà produit et constitué un stock d'environ 620.000 doses, dont 4.000 desti-

nées à l'essai clinique en cours. Cette étude de phase I prévoit de recruter une cinquantaine d'adultes en bonne santé afin d'évaluer principalement la sécurité du vaccin et la réponse immunitaire qu'il induit.

Sous réserve de l'autorisation des autorités réglementaires, d'autres essais cliniques devraient également être menés en partenariat avec l'Ouganda, a ajouté l'Université d'Oxford.

« Les augmentations importantes observées dans les cumuls résultent principalement de l'intégration des bases provinciales harmonisées et ne reflètent pas uniquement les nouvelles notifications des dernières 24 heures »

CAMEROUN

Plusieurs cas de Choléra enregistrés dans l'extrême-Nord

Au moins 19 morts et 585 cas de choléra ont déjà été enregistrés dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun depuis les premiers signalements de l'épidémie fin juin dernier, ont rapporté le 23 juillet les autorités sanitaires locales à la CRTV, le média d'Etat.

Selon les mêmes sources, 7 des 37 districts de santé de la région sont touchés par une épidémie de choléra confirmée. Face à l'augmentation des cas, les autorités administratives et sanitaires ont fait le point pour mesurer l'impact des interventions et identifier les difficultés afin d'ajuster la riposte.

D'après le coordonnateur du centre régional de prévention et de lutte contre les épidémies de l'Extrême-Nord, il convient désormais de réorienter la réponse face à l'ampleur de l'épidémie, en impliquant tous les acteurs de la société.

Dans la foulée, la délégation régionale des Transports a engagé des descentes inopinées dans les gares routières avec



Le ministre de la Santé resserre le dispositif de lutte DR

pour objectif d'imposer le respect strict des mesures d'hygiène. Des équipes contrôlent la désinfection des véhicules, l'entretien des latrines, la suppression des eaux stagnantes et le transport des denrées alimentaires.

Les habitants ont été invités à maintenir leur cadre de vie propre, à éliminer les eaux stagnantes et à adopter les gestes d'hygiène recommandés afin de protéger leurs familles et leurs communautés. Les autorités sanitaires ont renforcé la surveillance épidémiologique et instauré la gratuité des soins dans toutes les zones touchées afin de faciliter l'accès aux traitements et de limiter au maximum les pertes en vies humaines.

Xinhua

ACTIVITÉ PRÉSIDENTIELLE

Denis Sassou N’Guesso en séjour à Libreville

Le président de la République, Denis Sassou N’Guesso, est arrivé à Libreville, au Gabon, le 23 juillet, où il a pris part, le 24 juillet, à la cérémonie civile du mariage de son petit-fils, Omar Denis Junior Bongo Ondimba, avec Julia Otto Mbongo.

À son arrivée à l’aéroport international Léon-Mba, le chef de l’État congolais a été accueilli par le vice-président de la République gabonaise, Barro Chambrier. Après les honneurs militaires, les hymnes nationaux des deux pays, La Congolaise et La Concorde, ont été exécutés en signe de bienvenue.

Au salon d’honneur, le personnel de l’ambassade de la République du Congo au Gabon est venu saluer le président de la République. À l’extérieur de l’aéroport, des membres de la communauté congolaise établis au Gabon étaient également mobilisés pour lui réserver un accueil chaleureux.

Le mariage civil d’Omar Denis Junior Bongo Ondimba est intervenu après leur union coutumière, célébrée le 28 août 2025 à Ollombo, en République du Congo. Les festivités organisées à Libreville ont été accompagnées d’un important volet social marqué par des consultations médicales gratuites, des dons de forages d’eau potable, la distribution de kits alimentaires ainsi que l’organisation de festivals culturels, dans un esprit de solidarité nationale.

Les Dépêches de Brazzaville



ATELIER 5
ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total	99 000 FCFA
Pause Bien-Être	59 000 FCFA
Beauté du Quotidien	55 000 FCFA
Reine d'un Jour	95 000 FCFA
Harmonie Couple	100 000 FCFA
Corps Sublimé	60 000 FCFA
Épilation Complète	45 000 FCFA
Abonnement Mensuel	49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent
Journée complète – économie de 36 000 FCFA
Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal
Demi-journée – économie de 21 000 FCFA
Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre
3 heures environ – économie de 20 000 FCFA
Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils
Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA
Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes
Forfait existant Atelier 5
Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)
Détox corps – économie de 20 000 FCFA
Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure
Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA
Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois
Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

- Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.
- Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.
- Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.
- L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.
- Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville
Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 • Email : 242atelier5@gmail.com
@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

DIPLOMATIE

Jean Félix Mokiemo reçoit la communauté estudiantine congolaise au Rwanda

Dans le cadre des échanges avec ses compatriotes en résidence au Rwanda, l'ambassadeur Jean Félix Mokiemo a reçu la communauté estudiantine congolaise, composée de près de 90 étudiants en grande partie venus de la vague de 2026, et installés respectivement dans les villes de Kigali, Musanze, Huye et Gisenyi.

Le 22 juillet à l'ambassade du Congo au Rwanda, après le mot de bienvenue, l'ambassadeur a accordé la parole à Verlon Roel Mingui, président de la communauté des étudiants congolais dans ce pays. Il a remercié les autorités congolaises pour cette initiative s'inscrivant dans le cadre des rencontres citoyennes dont l'objectif tient à avoir en vue le vivre-ensemble entre Congolais, puis a présenté la situation générale et les préoccupations des étudiants congolais au Rwanda.

En substance, Verlon Roel Mingui a demandé comment l'ambassade de son pays comptait gérer les étudiants. Faisant part des difficultés rencontrées pour l'obtention des passeports, documents administratifs nécessaires pour la procédure de renouvellement des titres de sé-

jour, il a suggéré de procéder au recensement des Congolais au Rwanda et, de surcroît, de les faire participer aux festivités de la fête de l'indépendance du 15 août.

En tant que porte-parole des étudiants, il a espéré voir l'ambassadeur transmettre au ministère des Affaires étrangères leurs doléances en ce qui concerne l'obtention de passeports et l'octroi de bourses, et leur souhait de la mise en place d'un service consulaire pour toutes leurs démarches administratives. L'idée consiste à organiser une journée « Portes ouvertes à l'ambassade » et que ce lieu devienne accessible à tous les Congolais au point d'y organiser des activités citoyennes de temps en temps. Un lieu propice pour être informé à temps sur l'actualité de leur pays d'origine.

À l'écoute de ses compa-



Photo de famille à l'issue de la rencontre entre l'ambassadeur Jean Félix Mokiemo et ses compatriotes à Kigali, juillet 2026

trioties, l'ambassadeur Jean Félix Mokiemo a réaffirmé sa disponibilité à les recevoir chaque fois que le besoin se dessinera. En ce qui concerne les questions au-delà de ses compétences, il saisira les autorités en charge de ces

préoccupations.

Après avoir été en poste à l'ambassade du Congo en France en tant que ministre conseiller, Jean Félix Mokiemo, ancien «chef d'orchestre» chargé à la fois des affaires de la chancellerie,

des affaires politiques et des différents contacts à établir, est devenu ambassadeur de la République du Congo avec résidence à Kigali, à la suite de la présentation des lettres de créance, le 6 mars dernier.

Marie Alfred Ngoma

VENEZUELA

Célébration de l'anniversaire de Simón Bolívar

L'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo a célébré, le 24 juillet, le 243e anniversaire de la naissance du libérateur de six nations américaines, Simón Bolívar, et a abrité en même temps une cérémonie d'hommage aux victimes du séisme qui a secoué ce pays le 24 juin dernier.

La célébration du 243e anniversaire du libérateur Simón Bolívar s'est déroulée par une offrande florale symbolique faite par l'ambassadrice du Venezuela au Congo, Laura Evangelia Suárez, et le premier secrétaire David Rhazes Aponcio Contreras dans les locaux de cette ambassade à Brazzaville. Simón Bolívar fut l'un des principaux leaders du mouvement d'émancipation en Amérique. Surnommé le libérateur de l'Amérique, il a libéré six nations de l'empire espagnol, à savoir le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Panama. Porteur d'une vision intégrationniste et unificatrice pour le continent américain, Bolívar convoqua le congrès amphictyonique de Panama en 1826, dans le but d'unir les États du nouveau continent, s'inspirant du projet d'unification continentale d'un autre héros vénézuélien, Francisco de Miranda.

Outre cette célébration, l'ambassade du Venezuela a également abrité la cérémonie d'hommage aux victimes du séisme du 24 juin dernier, survenu à San Felipe,



L'ambassadrice du Venezuela au Congo parlant de l'œuvre immense de Simón Bolívar/Adiac

État d'Yaracuy. Elle a été marquée par la présence des amis et alliés du Venezuela et, surtout, des jeunes congolais. Des messages ont été lus, des poèmes déclamés, des bougies allumées et des ballons blancs élevés au ciel en leur mémoire. L'occasion a été propice pour les participants

d'exiger une fois de plus la libération du président Nicolás Maduro et de son épouse Cilia Flores, qui ont déjà totalisé 203 jours après leur enlèvement. La diplomate vénézuélienne en a profité pour indiquer qu'en dépit de toutes les difficultés, son pays se relève et renaît grâce à son peuple et à

son gouvernement, qui sont entrés dans une nouvelle phase de redressement et de reconstruction nationale, avec le soutien de la communauté internationale. L'ambassadrice a souligné que 200 logements décents avaient été remis, le 21 juillet, à des familles sinistrées par la présidente par intérim de ce pays, Delcy Eloína Rodríguez Gómez.

En effet, le 24 juillet a marqué le premier mois depuis la terrible tragédie sismique qui a frappé le Venezuela. Selon les dernières données du 22 juillet, le bilan s'élève à 5398 morts, 16 740 blessés et 6 462 personnes secourues, a indiqué la diplomate vénézuélienne. Par ailleurs, 856 bâtiments ont été touchés, dont 190 se sont effondrés. En dehors des deux séismes de magnitude 7,2 et 7,5 sur l'échelle de Richter, la population a subi 1463 répliques.

Le Venezuela se relève et se construit après le double séisme. L'ambassadrice du Venezuela a dit que, face à cette crise, le pays se relève et se reconstruit grâce à la mobilisation de la population, du gouvernement et de l'aide in-

ternationale. Au 23 juillet dernier, 107 camps temporaires avaient été mis en place, accueillant 23 843 personnes. Par ailleurs, les mesures mises en place par le gouvernement pour la réparation immédiate des infrastructures ont été mises en avant, notamment le système de feux tricolores d'alerte, utilisé pour inspecter les bâtiments touchés par le double séisme : le vert signifiant que le bâtiment est habitable. Le jaune signifie que l'accès est restreint en raison de dégâts dans certaines zones. Et le rouge signifie que des dégâts structurels sont importants; d'où l'interdiction formelle de retourner dans les bâtiments concernés.

La jeunesse congolaise a saisi cette occasion pour exprimer sa profonde gratitude au corps diplomatique de la République bolivarienne et, tout particulièrement, à l'ambassadrice du Venezuela au Congo pour son engagement constant en faveur de l'amitié congolo-vénézuélienne et pour le soutien qu'elle apporte à leur atelier interculturel.

Bruno Zéphirin Okokana



Appel d'offres n° 2026 /FRCON /FRCON /137501

APPEL D'OFFRES : Travaux d'aménagement d'environ 28 hectares de périmètre maraîcher à Kiélé Ténard (République du Congo)

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lance un appel d'offres sur la plateforme UNGM en vue de la réalisation des travaux ci-après :

•Aménagement d'environ 28 hectares de périmètre maraîcher à Kiele Ténard (République du Congo).

Les entreprises qualifiées sont invitées à soumettre leur meilleure offre conformément aux exigences du dossier d'appel d'offres disponible sur la plateforme UNGM.

Activité /Date

Visite obligatoire du site -/ -03 Aout 2026 à 10h00 (heure locale)
Date limite de demande de clarification -/ -07 Aout 2026 à 23h59 (heure locale)
Date limite de soumission des offres -/ 10 Aout 2026 à 23h00 (heure locale)

Pour participer à cet appel d'offres, les soumissionnaires doivent être enregistrés sur le Portail mondial des fournisseurs des Nations Unies (UNGM) (<https://www.ungm.org/Vendor/Registration>).

Veuillez suivre les instructions ci-dessous pour télécharger les documents et soumissionner sur la plateforme UNGM :

- 1.Veuillez-vous connecter à UNGM en utilisant votre adresse électronique et votre mot de passe.
- 2.Une fois connecté, sélectionnez "Opportunités commerciales" dans le menu de gauche pour visualiser les appels d'offres ouvertes.

- 3.Dans le champ "Référence" insérez le numéro de l'appel d'offre :2026 /FRCON /FRCON /137501
- 4.A gauche de l'intitulé de chaque appel d'offres, Cliquez sur le bouton bleu "Exprimer intérêt" ou le bouton vert "Voir Documents" (à gauche de l'avis d'appel d'offres spécifique qui vous intéresse)
- 5.Dans la fenêtre "Gestion des appels d'offres" qui s'affiche Sélectionnez le second onglet (portant le titre de la sollicitation) et déroulez la page pour voir et télécharger un à un les documents de l'appel d'offres
- 6.Cliquez sur le bouton vert "Je participe" pour confirmer votre participation
- 7.Afin de télécharger /mettre en ligne tous les documents de votre offre dans les enveloppes correspondantes, cliquez sur les boutons "Mettre en ligne un document" ou "Joindre des documents" dans la section Ma candidature /offre.
- 8.Vous pouvez enfin soumettre votre candidature /offre en cliquant sur "Soumettre ma candidature /offre".

Les demandes de clarification doivent être transmises au plus tard le 17 juillet 2026 exclusivement via la fonction « Messages » de la plateforme UNGM ou à l'adresse FAOCG-Procurement@fao.org, en indiquant la référence de l'appel d'offres.

Cordialement,
Bureau de la Représentation de la FAO au Congo

INSERTION LEGALE

Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l'agence Air France, Centre-ville;
VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé le samedi 08 août 2026 à 10 heures précises du matin, devant le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, sis Allée de Makimba, en face du Consulat de France, Centre-Ville, Pointe-Noire à la vente aux enchères publiques d'un immeuble appartenant, à Monsieur LINO DE AZEREDO ;
A la requête de la BANQUE CREDIT DU CONGO, société anonyme avec conseil d'administration, au capital de Francs CFA Dix Milliards Quatre Cent soixante-seize Millions sept cent trente mille (10.476.730.000), ayant son siège social à Brazzaville, avenue Amilcar CABRAL, B.P. : 2470, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CG-BZV-2002-B-14-00024, NIU : M2006110000051122 ; Prise en son Siège Central de Pointe-Noire, sis Avenue Emmanuel DADET, RCCM :09B749,B.P : 1312,Tél. : +(242)22.294.20.00/05.53 0.13.11/06.665.38.02,Fax :0033170445066/22.294.32.20, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA ; Poursuites et diligences de son représentant légal, Monsieur Hicham FADILI, domicilié en cette qualité au siège social sus indiqué ; Laquelle élit domicile au cabinet de Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE,

Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l'agence Air France, Centre-ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;
Et en exécution :
-D'un acte authentique dressé par Maître Ghislain Christian YABBAT-LIBENGUE, notaire en la résidence de Pointe-Noire, sis immeuble ex AIR LIQUIDE, Avenue Charles de GAULLE, BP : 4821 ;
-Du commandement aux fins de saisie immobilière du ministère de Maître Raymond Hubert MATSONGUI, Huissier de justice, Commissaire-Priseur, près les Tribunaux de Pointe-Noire, B.P 493, Tel : 05 559 74 73 / 06 526 33 33, étude sise au Centre-ville, enceinte Alfred Hôtel, 1er étage, en date du 22 octobre 2025 et dûment déposé au bureau de la Conservation Foncière de Pointe-Noire Centre le 22 décembre 2025 et effectivement publié par la suite courant la première quinzaine de mars 2026 pour valoir saisie dans le livre foncier aux fins de paiement la somme totale de 12.462.441 FCFA en principal, intérêts et divers frais ;
IL SERA ADJUGÉ AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHÉRISSEUR :
L'immeuble ci-dessous désigné appartenant à Monsieur LINO DE AZEREDO LOBO Feliciano, de nationalité congolaise, né le

24 Avril 1975 à Pointe-Noire, titulaire du passeport n° OA0306622 délivré le 05 juin 2009 à Brazzaville, demeurant à la gendarmerie, BP : 1234, Célibataire, République du Congo ;
DESIGNATION
-Une propriété immobilière cadastrée parcelle n° 01, Bloc 56, section BN, superficie de 500m , objet du titre foncier n° 27410, située dans l'arrondissement n°06, ngoyo, Pointe-Noire, République du Congo, à environ 500m du bord de la mer, zone électrifiée, facile d'accès. La maison construite s'y trouvant est en matériaux durables. Elle comprend plusieurs pièces avec tôles bac alu, mur en aggro, enduis sur mur intérieur et externe, dalle de sol, grille sur fenêtres, portes en tôles, fosses septiques et puisard, avec mur de clôture en aggro.
MISE A PRIX
Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé le 3 avril 2026 par Maître Hérold MALONGA, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, et déposé le 15 Avril 2026 au greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, les enchères seront reçues par :
-La mise à prix de : 12.462.441 F.CFA

-Montant des enchères : 500.000 F.CFA
Fait et rédigé à Pointe-Noire, le 21 Juillet 2026
Par l'Avocat de la partie poursuivante,
Pour tous renseignements, s'adresser à :
1-Cabinet d'Avocats Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l'agence Air France, Centre-ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo, Tel : 05.579.80.80/06.955.81.65 ;
2-Cabinet d'Huissiers de Justice Maître Raymond Hubert MATSONGUI, Huissier de justice, Commissaire-Priseur, près les Tribunaux de Pointe-Noire, B.P 493, Tel : 05 559 74 73 / 06 526 33 33, dont l'étude étude sise au Centre-ville dans l'enceinte de Alfred Hôtel, 1er étage ;
3-Greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire.
Par l'Avocat de la partie poursuivante Maître Hérold MALONGA Avocat à la Cour

SOMMET DE LA CEDEAO

Les chefs d'Etat appellent à la paix et la stabilité des frontières

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a exhorté la Guinée à retirer intégralement ses troupes des enclaves frontalières contestées de Yenga et Lofa, faisant de ce différend territorial de longue date un sujet clé de la 69e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO qui se tient dans la ville côtière de Lungi, en Sierra Leone.

Dans le communiqué final, le bloc a salué la réouverture partielle de la frontière de Yenga par la Sierra Leone et la Guinée, tout en appelant Conakry à la mise en œuvre du communiqué tripartite de mars 2026 par le retrait de ses forces et la poursuite de la voie diplomatique.

La CEDEAO a aussi demandé à sa Commission d'accélérer les évaluations techniques des points de friction frontaliers en collaboration avec l'Union du fleuve Mano, l'Union africaine et l'Office des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Le sommet a applaudi les progrès réalisés dans le cadre de l'Accord pour l'unité nationale de la Sierra Leone, saluant la décision du président Julius Maada



Bio de lever les poursuites à l'encontre de l'ancien président Ernest Bai Kromah dans un esprit de réconciliation nationale avant les élections de 2028. Les dirigeants ont appelé à la

poursuite du dialogue, de l'inclusivité, et de réformes constitutionnelles et électorales transparentes.

En outre, la CEDEAO a condamné le terrorisme au Sahel et dans le bassin du

lac Tchad, réaffirmé son projet de rendre opérationnelle sa brigade antiterroriste d'ici à 2027, exprimé sa solidarité avec le Nigeria en matière d'insécurité, et dénoncé les attaques xéno-

phobes en Afrique du Sud. La Sierra-Léonaise Frances Piagie Alghali a été désignée commissaire de la CEDEAO pour les affaires politiques, la paix et la sécurité.

COOPÉRATION

Le Benin et le Maroc signent 14 accords

Le Bénin et le Maroc ont signé 14 accords de coopération stratégique à l'issue de la 7e session de la Commission mixte de coopération bénino-marocaine, tenue mardi à Cotonou, afin de renforcer leur partenariat bilatéral, selon un communiqué publié mercredi par le gouvernement béninois.

Les deux parties ont passé en revue les principaux axes de leur coopération et sont convenues de nouvelles actions dans plusieurs domaines prioritaires, notamment le développement des relations économiques et commerciales, la promotion des investissements, la coopération académique, la mobilité des personnes ainsi que la concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Les accords signés couvrent notamment les domaines de l'économie, du commerce, de l'industrie, des finances, de la sécurité, de la formation technique et professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, des bourses de coopération, du sport, de la culture et de la coopération culturelle. Le ministre marocain des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, a qualifié la commission mixte de «rendez-vous important dans les relations bilatérales» entre les deux pays. Il a réaffirmé la volonté du Maroc de consolider ses relations avec le Bénin en contribuant au développement du pays.

La ministre béninoise des Affaires étrangères, Corinne Amori Brunet, a pour sa part exprimé le souhait de voir les accords conclus être rapidement mis en œuvre à travers des projets concrets, tout en annonçant la poursuite des consultations bilatérales.

BÉNIN-BANQUE MONDIALE

Signature d'un nouveau cadre de partenariat 2026-2036

Le Bénin et le Groupe de la Banque mondiale ont lancé le 18 juillet dernier à Cotonou, le Cadre de partenariat pays (CPP) 2026-2036, destiné à soutenir la transformation économique inclusive et durable du pays au cours de la prochaine décennie, selon un communiqué publié samedi par le gouvernement béninois.

La cérémonie de lancement a réuni des membres du gouvernement, des représentants diplomatiques ainsi que des partenaires au développement.

Le nouveau cadre s'articule autour de trois priorités : le renforcement du capital humain à travers l'amélioration de la nutrition, de la santé et de la formation des compétences, le développement des infrastructures essentielles et l'accélération de la transformation économique portée par le secteur privé. Il intègre également les objectifs du Programme de prévention et de résilience afin de renforcer la stabilité et la cohésion nationales.

La directrice générale des opérations du Groupe de

la Banque mondiale, Anna Bjerde, a estimé que le lancement du CPP intervenait à un moment déterminant pour le Bénin, marqué par une nouvelle dynamique politique et par la vision stratégique Alafia Bénin 2060.

«Ce partenariat permettra de traduire cette ambition en résultats concrets au profit des jeunes, des entrepreneurs, des agriculteurs et des familles béninoises», a-t-elle déclaré, ajoutant que les investissements dans le capital humain et les infrastructures productives constituent «les fondements d'une croissance durable et créatrice d'emplois».

Elle a également réaffirmé l'engagement du Groupe de la

Banque mondiale à accompagner les efforts du Bénin visant à renforcer la compétitivité de son économie et à améliorer durablement les conditions de vie des populations.

Le ministre béninois de l'Economie, des Finances et de la Coopération, Aristide Medenou, a indiqué que le nouveau cadre était pleinement aligné sur les priorités nationales, notamment en matière d'agriculture, de développement du secteur privé et d'emploi des jeunes.

Selon lui, le CPP «constitue un levier stratégique pour accélérer la transformation socio-économique du pays, renforcer sa résilience et offrir davantage d'opportunités aux générations futures».

Xinhua

EXTRAIT DU CAHIER DES CHARGES RELATIF A LA VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DE L'IMMEUBLE SIS A BRAZZAVILLE, ARRONDISSEMENT N° III POTO-POTO, RAVIN DE LA MISSION, QUARTIER, KATA-KATA, CADASTREE SECTION /, BLOC/PARCELLE/BIS, D'UNE SUPERFICIE DE 969,42 M², OBJET DU TITRE FONCIER N°16596, BIEN SAISI PAR LA BANQUE CONGOLAISE DE L'HABITAT « BCH » APPARTENANT AUX EPOUX ODZALI.

L'An deux mil vingt et deux

Et le 06 juillet

Le Cabinet d'Avocats, IBOUANGA Eric Yvon, Avocat au Barreau de Brazzaville, Membre du Conseil de l'Ordre, domicilié à l'immeuble SOPRIM, Patte d'Oie, face à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature « ENAM », Appartement J.496-B, 1er étage, Moungali III, Brazzaville, Tél: 06 665.95.59 / 05.556.26.93 /, E-mail: yvonericibouanga@gmail.com République du Congo, Avocat poursuivant;

A dressé le présent cahier des charges d'adjudication de la propriété immobilière bâtie sise à Brazzaville, arrondissement n° III Poto-poto, Ravin de la Mission, quartier Kata-Kata, cadastrée section /, Bloc / Parcelle / bis, d'une superficie de 969, 42 m², objet du titre foncier n° 16596, bien saisi par la Banque Congolaise de l'Habitat « BCH » aux époux ODZALI notamment ODZALI AYI Christopher Odar et ODZALI née IBATA OSSEMA, Entrepreneurs, demeurant au n°94 de la rue Docteur JAMOT, Centre-ville, Brazzaville, ayant pour conseil le Cabinet d'Avocats Cloud Christian Evariste KIAN-GUILA sis au n°43, rue Mapouata, quartier ex télévision, en face de l'ex boulangerie LOUZALA et du centre scolaire ALLEGRA, Brazzaville ;

En exécution d'un acte notarié portant convention de crédit avec cautionnement hypothécaire rédigée sous la forme authentique et revêtue de la formule exécutoire du 22 mai 2014 par Maître Norbert MADZOU, Notaire à Brazzaville, convention annexée au présent cahier des charges ;

A LA REQUETE DE :

La Banque Congolaise de l'Habitat en sigle « BCH », Société Anonyme avec Conseil d'Administration, au capital F CFA 20.000.000.000 dont le siège social est à Brazzaville, Centre-ville, Avenue Amilcar Cabral B.P. 987, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le n° BZ-CGO-07-B-744,

DATE ET LIEU DE LA VENTE

La vente aura lieu le 22 août 2026 à 10H 30 en l'Office Notarial de Maître Norbert MADZOU, Notaire à la résidence de Brazzaville sis au 3e étage, immeuble DABO, Avenue de la paix, à côté de la Mairie de Poto-poto, Brazzaville.

MISE A PRIX ET MODE DES ENCHERES

L'immeuble à vendre sera offert aux enchères sur la mise à prix de DEUX CENT SOIXANTE TREIZE MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE UN MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT TROIS (273.851.283) de Francs CFA.

L'adjudication sera prononcée au profit du plus offrant et dernier enchérisseur et après trois feux successivement allumés à la limite de celui durant lequel l'enchère aura été portée, auront brûlé et se seront éteints sans nouvelle enchère pendant leur durée.

ANNONCE DE RECRUTEMENT

Une institution financière recherche les profils selon les détails ci après:

Lieu de travail : Brazzaville

UN JURISTE

Formation

- BAC+4 ou supérieur en droit privé, Droit des affaires de préférence;
- avoir une expérience d'au moins trois(03) ans dans le domaine bancaire ou un poste similaire dans un cabinet d'avocat, d'huissier ou de notaire;

Missions

- Assurer le bon fonctionnement d'un service à la Direction des Engagements;
- Appui technique à la Direction des Engagements et aux autres directions notamment dans le cadre du règlement des contentieux et prévention des conflits d'interet au sein de la banque.

Compétences

- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique;
- Avoir des connaissances particulières en droit bancaire;
- Connaître la réglementation COBAC / Les Normes OHADA ;
- Avoir des fortes compétences de coordination, d'organisation et de communication;
- Avoir un goût pour la recherche;
- Etre rigoureux et méthodique;
- Avoir le sens du détail et de la précision;
- Savoir anticiper et prendre des initiatives;
- Avoir le sens du compromis et de la justice;
- Savoir rédiger un dossier de défenses.

NB: les candidatures sont à envoyer par voix électronique à l'adresse suivante: congorecrute@gmail.com. Le dernier délai de dépôt de candidature est fixé au 07 Août 2026 à 23h59.

SOUDAN

Khartoum rejette les sanctions américaines

Le Soudan a rejeté les nouvelles sanctions qui lui ont été imposées par les Etats-Unis, qualifiant ces mesures «d'unilatérales et illégales» et «fondées sur de fausses allégations».

Les Etats-Unis ont annoncé le 17 juillet la mise en œuvre d'une deuxième série de sanctions, après avoir conclu que l'armée soudanaise avait utilisé des armes chimiques et que le Soudan n'avait pas rempli les conditions requises pour que ces mesures soient levées. Le ministère soudanais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a déclaré dans un communiqué que le gouvernement avait déjà

réfuté ces allégations et a souligné qu'il ne produisait, ne possédait ni n'utilisait d'armes chimiques. Il a accusé les Etats-Unis non seulement de ne pas avoir fourni de preuves crédibles, mais aussi d'avoir ignoré les mécanismes et procédures techniques prévus par la Convention sur les armes chimiques avant d'imposer des sanctions au Soudan. Cela démontre que les sanctions «sont motivées

par des considérations purement politiques et ne reflètent pas une réelle préoccupation quant à la prévention de l'utilisation d'armes chimiques», a affirmé le ministère. Ces sanctions, qui sont entrées en vigueur le 20 juillet, prévoient notamment que les Etats-Unis s'opposent à l'octroi de prêts, d'une aide financière et d'un soutien technique au Soudan par l'intermédiaire des institutions financières internationales, à l'exception de l'aide humanitaire. Ces mesures interdisent également l'exportation de la plupart des biens et technologies américains vers le Soudan, tout en imposant des contrôles plus stricts sur les exportations susceptibles d'avoir des applications sensibles ou militaires.

«Les sanctions sont motivées par des considérations purement politiques et ne reflètent pas une réelle préoccupation quant à la prévention de l'utilisation d'armes chimiques»

TCHAD

La Banque mondiale soutien la transformation de 3 000 terminaux de paiement électronique

Le ministère des Finances, du Budget, de l'Economie et de la Planification internationale du Tchad a réceptionné le 24 juillet à N'Djaména, 3.000 terminaux de paiement électronique, acquis dans le cadre du Projet d'appui à la transformation numérique du Tchad (PATNT) financé par la Banque mondiale (BM), a-t-on appris de sources officielles.

Présidant la cérémonie, le ministre délégué auprès du ministère, Saleh Bourma Ali, a indiqué que l'adoption des systèmes de paiement électronique permettra de simplifier les procédures, d'améliorer la qualité des services et d'accroître l'efficacité des institutions gouvernementales. Il a également souligné que cette initiative vise à réduire la dépendance aux transactions papier et à renforcer la transparence du recouvrement des recettes publiques. Le représentant résident de la BM au Tchad, Farouk Banna Molla, a affirmé que ces terminaux contribueraient à accélérer l'inclusion financière en numérisant les paiements au sein des

institutions publiques et des collectivités locales. Il a rassuré que cette digitalisation aurait un impact positif sur les citoyens et le secteur privé. Le PATNT vise à renforcer les infrastructures numériques et à promouvoir l'accès inclusif et abordable aux technologies de l'information et de la communication. Ce projet s'inscrit dans une stratégie globale de développement visant à transformer le paysage numérique du Tchad, tout en renforçant la résilience climatique et en facilitant l'accès aux services publics numériques.

MADAGASCAR

Le gouvernement lance un programme pour la transformation industrielle

Le gouvernement malgache a officiellement lancé jeudi dernier le Programme de partenariat pays (PCP), une plateforme visant à coordonner les actions de l'Etat, du secteur privé, des partenaires de développement, du système des Nations unies et du monde académique autour d'une vision commune de transformation industrielle. Lors de la cérémonie de lancement, le président de la Refondation de la République de Madagascar, le colonel Michael Randrianirina, a déclaré que le lancement de ce programme constituait une étape majeure dans la refondation de l'économie nationale, qui contribuerait à renforcer les chaînes de valeur, à améliorer l'accès à l'énergie, à développer les infrastructures industrielles, à renforcer les compétences du capital humain ainsi qu'à accroître la compétitivité des entreprises. Il a également noté que cette initiative s'inscrivait dans la politique générale du pays, selon laquelle le développement industriel ne se limite pas à la création d'usines, mais repose également sur la mise en place de structures solides fondées sur la collaboration entre l'ensemble des acteurs concernés, tout en ajoutant que Madagascar disposait de 259 produits à potentiel industriel répartis dans 23 secteurs stratégiques, notamment l'agro-industrie, l'énergie et le tourisme. Le PCP, pilotée par le gouvernement malgache et mis en œuvre en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, ambitionne de renforcer la synergie entre ces différents acteurs afin d'accélérer la transformation de l'économie malgache, de créer davantage d'emplois décents, notamment pour les jeunes, et d'accroître la valeur ajoutée produite localement à partir des ressources et des atouts du pays.

BURKINA FASO

La part du territoire sous contrôle de l'Etat atteint 74,53 % à fin juin

Le gouvernement burkinabè a annoncé, le 24 juillet, que la proportion du territoire national sous le contrôle de l'Etat est passée de 73,56 % en décembre 2025 à 74,53 % au 30 juin 2026. Selon un communiqué du gouvernement, les progrès enregistrés dans les opérations de reconquête, de pacification et de sécurisation de certaines parties du pays ont permis le retour progressif des populations ainsi que des services de l'administration publique, tout en favorisant la reprise régulière de l'approvisionnement de plusieurs localités. Le gouvernement a également souligné le renforcement des moyens logistiques, des équipements et des capacités opérationnelles des forces de sécurité. Le ministre d'Etat, ministre de la Guerre et de la Défense patriotique, Célestin Simporé, a indiqué que le taux de 74,53 % correspond aux zones pacifiées, où les populations et les services publics ont repris leurs activités normales.

COMMUNIQUÉ

1xBet clôture la promo Game On au Congo-Brazzaville : près de 2 000 000 XAF remis aux gagnants

La promo Game On s’est achevée au Congo-Brazzaville avec de beaux gains et plusieurs moments forts pour les participants locaux.

Du 1er avril au 31 mai, les joueurs ont parié sur leurs événements sportifs préférés, profité d’un cash-back hebdomadaire garanti allant jusqu’à 20% et cumulé des tickets promotionnels pour participer à deux tirages au sort.

Au total, 17 participants ont remporté des prix en cash lors des deux étapes de la campagne, tandis que 30 autres joueurs ont reçu des points bonus.

Deux tirages au sort et 17 gagnants

Le premier tirage au sort a eu lieu le 6 mai et a récompensé huit participants :

un gagnant a reçu 285 000 XAF ; trois gagnants ont reçu 114 000 XAF chacun ; quatre gagnants ont reçu 57 000 XAF chacun.

Le deuxième tirage s’est tenu le 3 juin et a permis à neuf autres participants de repartir avec des prix en cash :

deux gagnants ont reçu 285 000



XAF chacun ; trois gagnants ont reçu 114 000 XAF chacun ; quatre gagnants ont reçu 57 000 XAF chacun.

Sur l’ensemble des deux tirages, les gagnants se sont partagé 1 995 000 XAF. Trente autres participants ont également reçu 100 points bonus chacun de la part de 1xBet. Les récompenses ont été remises

lors d’une cérémonie spéciale organisée par 1xBet Congo-Brazzaville, qui a conclu plusieurs semaines d’attente, de jeu et de compétition dans une ambiance festive.

« Game On a été créée pour rendre l’expérience sportive encore plus palpitante et offrir à nos joueurs de vraies occasions d’être récompensés. Nous sommes heureux de voir

17 participants repartir avec des prix en cash et de nombreux autres profiter de récompenses bonus. Nous continuerons à proposer des promotions engageantes, transparentes et proches de la communauté locale », a déclaré un représentant de 1xBet Congo-Brazzaville.

De nouvelles opportunités à venir

Avec 17 gagnants, près de 2 000 000 XAF distribués et des milliers de points bonus attribués, Game On s’est conclue sur une note positive pour les participants au Congo-Brazzaville.

1xBet Congo-Brazzaville continuera d’organiser des promotions, des tirages au sort et des activités pour sa communauté locale.

Suivez les pages officielles de 1xBet sur les réseaux sociaux pour découvrir les prochaines campagnes, les offres spéciales et les nouvelles opportunités.

NÉCROLOGIE

Le Directeur de l’administration et des ressources humaines à la profonde douleur d’informer l’ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Gaston Kanga, en service à la direction de la presse présidentielle, survenu le 13 juillet 2026 à Oyo (département de Cuvette). La veillée mortuaire se tient dans la rue Saint-Paul, n° 143 Talangaï, référence : Boulangerie. L’inhumation a lieu le 28 juillet. Le Directeur de l’administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille.



Magloire Nzonzi Badiakouahou du Musée-Galerie du Bassin du Congo, Médard Benazo, Amédée Benazo et toute la famille Kivimba ont la profonde douleur d’annoncer le décès de leur frère, père, grand-père et oncle Léopold Nkounfou, survenu le 19 juillet 2026 à Dakar au Sénégal. La veillée mortuaire se tient à son domicile. Rfce : arrêt Mâ Martine à Mouhoumi-Mfilou.



Le ministre de l’Énergie et de l’Hydraulique a la profonde douleur de porter à la connaissance du personnel du ministère ainsi qu’à l’ensemble des acteurs des secteurs de l’électricité et de l’eau, le décès de son directeur de cabinet, le Pr. Macaire Batchi, survenu le samedi 18 juillet 2026 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile du defunt, sis au n° 129, rue Montaigne, à Bacongo. En cette douloureuse épreuve, le ministre adresse ses condoléances les plus attristées à la famille, à ses proches et à l’ensemble de ses collaborateurs, et assure sa profonde compassion. Que l’âme du Professeur Macaire Batchi repose en paix.

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE ET DES ARTS

La troisième édition lancée au musée Cercle africain

Ecrivains et amoureux de l'art sont depuis le 23 juillet à la troisième édition du Salon international du livre et des arts de Pointe-Noire (Silap) qui a été lancée en présence de Philippe Mboumba Madiela, conseiller socio-culturel du maire de la ville; de Chardin Alphonse Nkala, directeur général des Arts et Lettres; et de Nathalie Jocelyne Ngouanda Maye, représentant le consulat général de la République centrafricaine (RCA) à Pointe-Noire.

Auteurs, amoureux des belles lettres, artistes de la RCA, du Gabon et des deux Congo échantent, jusqu'au 26 juillet, autour du thème « Littérature et arts : maillons de développement des nations »; à la faveur de la troisième édition du Silap. Ce salon qui se tient tous les deux ans depuis 2021 est une initiative de l'écrivain, poète, comédien, dramaturge, Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah, président du comité d'organisation



La photo de famille à l'ouverture du Silap/Adiac

HUMEUR

Où sont les transports en commun de l'Etat ?

Chaque jour qui passe, des Congolais ont de sérieuses difficultés lors des déplacements intra-urbains. Et pour s'en rendre compte, il suffit de visiter les arrêts de bus aux heures de la matinée et du soir. A dire vrai, ce sont les transports en commun privés qui continuent d'imposer leurs « mauvaises habitudes » aux citoyens en morcelant des trajets ou en doublant les prix de course et le nombre de clients pour une course. Quelle est la conséquence immédiate de ces agissements inciviques des transporteurs en commun ? Ce sont des retards des fonctionnaires de l'Etat tout comme ceux du privé dans des lieux de service. D'où le commun des mortels qui, en se grinçant les dents aux arrêts de bus quand il peine à trouver un moyen de transport, se pose la question suivante: « A quand le soulagement véritable des Ponténégrins et des Brazzavillois en matière de transport en commun ? ».

En réponse à cette question, on entend de plus en plus l'opinion suivante: « Les mairies sont démissionnaires, car des gens ont de la peine à aller d'une extrémité de la ville à l'autre ». C'est quand même bizarre, car les mairies sont bien-là. Les quelques rares bus appelés « Mal-à-l'aise » entassent des passagers comme des sardines dans une boîte.

Comment comprendre que les transports en commun continuent, dans nos villes, de présenter un « visage pitoyable » comme si nous étions à l'âge de la pierre taillée avec tous ses aspects primitifs? Brazzaville avec ses trois millions d'habitants et Pointe-Noire avec ses deux millions exigent maintenant et aujourd'hui une surabondance de bus de l'Etat.

Aux arrêts de bus de Tchystère à Pointe-Noire et de Moukondo Mazala à Brazzaville, le spectacle est le même de 8 heures du matin à 13 heures et de 15 heures jusqu'aux heures très tardives de la soirée. La population grince les dents, se gratte la tête pour chercher comment avoir un siège dans un bus avec ce sempiternel jeu de ping-pong qui ne finit jamais. On court à droite, on court à gauche pour s'infiltrer dans la première ou la deuxième occasion qui se présente à un arrêt. Ces agissements causent du tort dans de nombreuses administrations tant dans le privé que dans le public. « A quand la surabondance des transports de l'Etat pour mettre fin à cette pénible situation ? »

Affaire à suivre

Faustin Akono

et président national de l'Institut international de théâtre. Après sa participation au Salon du livre de Paris en 2016 ainsi qu' à d'autres rencontres et colloques internationaux sur le livre et les arts, le promoteur du Silap avait tenu à organiser un événement mondial pour célébrer les belles lettres et les arts à Pointe-Noire. « Nous avons pensé combler un vide, celui de créer une passerelle entre les créateurs d'ici et d'ailleurs avec pour objectifs de favoriser l'éclosion et la promotion des nouveaux talents littéraires et artistiques, de mettre en orbite la culture et les arts de la République du Congo, de créer une passerelle entre les artistes de Pointe-Noire, du Congo, de la sous-région, et du reste du monde, d'offrir un cadre d'échange culturel entre divers peuples du monde, de faire de Pointe-Noire une des grandes villes de rencontres culturelles et artistiques, d'amener la population en général et la jeunesse en particulier à s'intéresser à la

culture et aux arts,... », a dit Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah. Louant l'initiative, Philippe Mboumba Madiela, conseiller socio-culturel du maire de la ville, a déclaré: « En offrant un véritable cadre institutionnel de promotion des arts et de la création longtemps attendu par les acteurs culturels de notre ville, le Silap est désormais et à ce titre une plateforme de dialogue et de fabrique des talents. Il nourrit la réflexion intellectuelle et la créativité, favorise la réussite éducative, renforce le vivre-ensemble, valorise le patrimoine culturel et créatif, attire les visiteurs et participe au rayonnement touristique de Pointe-Noire et contribue à l'essor de l'économie locale ». La table ronde sur le thème « Littérature et arts : maillons de développement des nations », animée par Alexandrine Lao de la RCA, Martin Pape Engemba de la République démocratique du Congo, Rosny Souaga du Gabon, et Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah du Congo a ouvert les activités du Silap. Les échanges ont éclairé

le public sur le devoir qui incombe à chacun de faire vivre la littérature et le livre. Réservoir infini du savoir et de la connaissance, le livre doit être consommé comme le sont les denrées alimentaires. Ce, à travers les bibliothèques, les centres de lecture mais aussi dans les écoles, les librairies... La mutualisation, la conjugaison des efforts, le partage des idées et expériences constituent autant de passerelles pouvant rendre le livre disponible partout et en tout lieu. La littérature existe et a des beaux jours devant elle pour peu que le livre soit à la portée des lecteurs en le rendant accessible à tous, ont reconnu les participants. Une appropriation du livre par les enfants et la jeune génération est plus que souhaitée pour la perpétuation de la lecture par les jeunes, moyen essentiel de les éloigner des loisirs malsains et distractions non utiles. La présentation, la vente et la dédicaces de plusieurs œuvres littéraires ont mis fin à la première journée du Silap.

Hervé Brice Mampouya

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Bassafoula Henriette Octavie. Je désire désormais être appelée Basilua Octavie. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

ECONOMIE

La Cémac veut réduire les importations

Les représentants des administrations fiscales et douanières des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), réunis depuis le 22 juillet à Brazzaville, examinent les mesures devant accompagner la mise en œuvre de la stratégie régionale d'import-substitution. L'initiative vise à renforcer la production locale, stimuler l'industrialisation et réduire la dépendance de la sous-région aux importations.

Pendant trois jours, les représentants des administrations fiscales et douanières des États membres, ainsi que les experts de la Commission de la Cémac, passent en revue un ensemble de dispositifs afin de créer un environnement plus favorable au développement de la production locale et de la transformation industrielle. Cette rencontre s'inscrit dans la mise en œuvre des orientations arrêtées par les chefs d'État de la Cémac. À travers cette stratégie, la communauté entend réduire sa forte dépendance aux importations, tout en développant des chaînes de valeur régionales capables de répondre aux besoins des populations.

Selon le commissaire de la Cémac chargé du département des Infrastructures et du Développement durable, Dr Francial Baudin Libengue Dobe, l'ambition est également de renforcer les échanges intracommunautaires, de soutenir les entreprises locales et, à terme, de contribuer à la baisse du coût de la vie grâce à une meilleure disponibilité des produits fabriqués dans la

sous-région. Le commissaire de la Cémac a fait savoir que ces échanges constituent une étape déterminante dans la concrétisation de cette politique communautaire. Les mesures fiscalo-douanières attendues doivent permettre de renforcer la compétitivité des produits locaux, d'attirer davantage d'investissements dans les secteurs productifs et d'accélérer l'industrialisation de la sous-région. Elles devront également offrir un cadre harmonisé favorisant le développement de l'agriculture et l'amélioration de la balance commerciale des États membres.

Pour les autorités communautaires, le contexte économique international actuel, marqué par les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les politiques protectionnistes, est exposé à la vulnérabilité des économies de la sous-région fortement dépendantes des importations et de l'exportation des matières premières. Malgré une croissance économique régionale estimée à 2,9 % en moyenne entre 2025 et 2027, celle-ci demeure insuf-



Les participants lors des travaux/DR

fisante pour répondre aux défis de la création d'emplois, de la réduction de la pauvreté et de l'industrialisation. À cela s'ajoute la baisse des recettes pétrolières qui a fait passer le solde budgétaire agrégé de la Cémac d'un excédent de 0,6 % du produit intérieur brut en 2023 à un déficit de 1,5 % en 2024.

Face à ces défis, la stratégie régionale d'import-substitution, adoptée par la conférence des chefs d'État en mars 2023 à Yaoundé, repose sur le développement prioritaire de plusieurs

filères jugées stratégiques, notamment le poisson, le riz, le blé, la viande bovine et le manioc. Ces secteurs présentent un fort potentiel de création de valeur, de substitution aux importations, de développement industriel et de création d'emplois. La stratégie s'inscrit également dans les initiatives communautaires en faveur du développement agricole et pastoral, avec pour ambition de renforcer la souveraineté alimentaire de la sous-région.

Les participants sont ainsi appelés à proposer un cadre fiscal et

douanier harmonisé, juridiquement sécurisé et économiquement équilibré. Les travaux devront permettre d'identifier des mesures capables d'encourager les investissements, d'améliorer la compétitivité des entreprises communautaires. À l'issue des trois jours de travaux, les experts devront produire une feuille de route commune ainsi qu'un ensemble de recommandations techniques destinées à être soumises aux instances décisionnelles de la Cémac.

Fiacre Kombo

EGYPTE-CONGO

Préparatifs de la deuxième réunion de la commission mixte

L'ambassade de la République arabe d'Egypte en République du Congo a célébré, le 23 juillet à Brazzaville, la 74^e fête nationale de ce pays qui a coïncidé avec la célébration des 200 ans de la diplomatie égyptienne moderne. Une occasion pour l'ambassadrice, Imane Yakout, d'annoncer les préparatifs pour la tenue prochaine de la deuxième réunion du comité ministériel mixte égypto-congolais.

Patronnée par l'ambassadrice Imane Yakout, en présence du ministre de l'Enseignement technique, Fulgence René Adicolle Goum, représentant le gouvernement congolais, la célébration de la 74^e fête d'Egypte a été l'occasion pour elle de vanter la coopération et les relations historiques d'amitié qui lient Brazzaville et le Caire, fondées sur le respect mutuel et une vision commune de l'avenir du continent africain.

« Notre coopération continue de se renforcer dans des secteurs essentiels tels que la formation, les infrastructures, l'énergie », a-t-elle indiqué, ajoutant que son pays demeure pleinement engagé à partager son expertise, son savoir-faire et son expérience en matière de développement durable et de renforcement des capacités.

Dans cette perspective, l'ambassadrice a annoncé les préparatifs en cours pour la tenue prochaine de la deuxième réunion du comité ministériel mixte égypto-congolais. Prélude à ce comité ministériel, elle a rappelé les visites mutuelles de délégations de haut niveau qui témoignent le dynamisme des relations bilatérales,



notamment la première réunion de consultations politiques entre les ministères des Affaires étrangères de l'Egypte et du Congo, tenue le 14 juillet au Caire.

« A travers des programmes de formation, les échanges d'experts, les partenariats institutionnels et les initiatives de développement, nous souhaitons poursuivre une coopération concrète, pragmatique et mutuellement bénéfique avec la

République du Congo », a-t-elle précisé.

Selon la diplomate, son pays et le Congo partagent le même motif d'une Afrique forte, où les problèmes africains sont gérés par les acteurs africains.

Mettre l'Afrique sur la carte d'investissement

Fort de l'attraction spéciale dont fait montre le continent vis-à-vis des investisseurs étrangers, au

regard de ses ressources naturelles et des potentialités incomparables, l'ambassadrice a estimé que l'Afrique doit se préparer à poursuivre son agenda 2063. Un but qui anime les tentatives égyptiennes pour mettre le continent sur la carte d'investissement.

En lien avec ces tentatives, elle a annoncé l'organisation par son pays, en octobre prochain, du premier forum africain d'affaires dans le but de créer une plate-

forme qui deviendra le principal rassemblement du continent où le pouvoir politique rencontre l'esprit d'entreprise. Prévue de se tenir en marge de la réunion de coordination de mi-année de l'Union africaine, cette rencontre permettra de relier les moteurs établis de la croissance africaine aux nouveaux secteurs qui définissent son avenir.

Parlant de son pays, l'ambassadrice a fait savoir à son auditoire que l'Egypte témoigne aujourd'hui les fruits d'une série de projets économiques et de développement axés sur la diversification de l'économie et la transition vers une économie verte, encadrés par la stratégie de développement durable.

Grâce à la vision Egypte 2030, a-t-elle souligné, le secteur de l'énergie se positionne au cœur des projets nationaux déployés pour attirer les investissements. Des efforts ayant permis au pays de régler, en juin dernier, l'intégralité des dettes dues à ses partenaires étrangers dans le secteur pétrolier et gazier, ce qui le ramène à zéro dette. Une première depuis plusieurs années.

Guy-Gervais Kitina

Des invités à la réception/Adiac